

présentement. Une certaine quantité d'acier a été retirée à la construction des automobiles pour être consacrée à des fins de défense militaire et navale. Si nous en venons à un point où cette méthode ne suffit plus à nos besoins, l'État pourra, en vertu du présent bill, intervenir et établir une priorité pour certaines catégories de produits. Si les achats de matériel de défense et l'établissement de ces priorités causent de telles pénuries en ce qui concerne l'offre de marchandises aux consommateurs et si l'industrie impose de nouvelles charges aux acheteurs en haussant les prix, le Gouvernement sera autorisé à immobiliser les prix et à les maintenir à un niveau fixe, lorsque la hausse de prix projetée découle des achats aux fins de la défense.

En 1939, au début de la dernière guerre, les pénuries ne se sont pas manifestées immédiatement parce que les affaires n'étaient pas florissantes et certaines usines inactives à l'époque ne demandaient qu'à se mettre en branle. La situation est tout autre aujourd'hui. Le chômage est à peu près inexistant et la production a atteint à peu près son plein rendement.

Il est vrai que cette capacité de production accrue nous permet de réaliser un programme plus facilement que nous ne le pouvions en 1939, mais il en découlera tôt ou tard des pénuries inévitables à certains endroits. On s'efforce donc, autant que possible, d'accroître la production afin de répondre aux besoins additionnels de la défense nationale, sans nuire aux denrées de consommation destinées aux civils. Si l'on atteint ce but, il ne sera pas nécessaire d'inaugurer un régime de priorité, bien qu'il puisse devenir indispensable à l'occasion de prendre certaines mesures.

Notre capacité de production accrue, en regard de celle de 1939, s'explique par la hausse de notre commerce d'exportation. Au début de l'année financière actuelle, le 31 mars, le ministre du Commerce a prédit que l'année 1950 serait prospère, qu'elle serait comparable à 1949 sinon un peu meilleure. Nous n'en sommes encore qu'à la moitié de l'année financière en cours et déjà nous pouvons prévoir une augmentation de nos exportations comparativement à celles de l'an dernier. La courbe ascendante du commerce dépassant toutes les prévisions a occasionné une certaine hausse des prix, vu l'augmentation de l'embauchage et de la puissance d'achat. Il appert que notre puissance d'achat s'est accrue dans une proportion supérieure à celle de notre production de biens de consommation; il en est donc découlé une hausse des prix.

Cette recrudescence des affaires a été favorisée, je crois, par le soin que nous avons apporté à notre commerce d'exportation. Depuis la guerre, notre équilibre commercial est resté à peu près stable, du moins en ce qui concerne notre commerce avec l'étranger. Toutefois, nous avons dû faire face à un problème très grave. Alors qu'en 1947 nous comptions un déficit d'un milliard de dollars à l'égard de notre commerce avec les États-Unis, notre commerce avec les autres pays accusait un excédent encore plus élevé. Les recettes qui provenaient de la zone sterling n'étaient pas entièrement convertibles, cependant, de sorte que nous en sommes venus au point où nous possédions du crédit dans la zone sterling mais ne pouvions acquitter nos achats dans la zone du dollar sans entamer nos réserves. La réponse semble très simple. Le pays devrait acheter moins des États-Unis et leur vendre davantage. Toutefois, la solution n'est pas aussi élémentaire que cela. L'augmentation des ventes et la réduction des achats constituent en réalité une tâche ardue. Les pays de la zone sterling ont éprouvé à l'égard du Canada les difficultés que nous avons connues avec les États-Unis. En 1947, nos exportations vers les États-Unis se chiffraient par 1,061 millions, tandis que nos importations de produits américains atteignaient 975 millions. Il en résultait donc pour nous un déficit de 914 millions exactement. A la même époque, nous comptions un commerce d'exportation de 750 millions de dollars avec le Royaume-Uni tandis que nos importations de produits britanniques atteignaient 190 millions. Le Royaume-Uni accusait donc un déficit de 560 millions de dollars dans son commerce avec nous. Dans la zone sterling tout entière ce déficit ayant presque atteint 800 millions de dollars, les pays de cette zone ont donc éprouvé à notre égard un problème identique à celui qui découle de notre propre commerce avec les États-Unis. Le Royaume-Uni a dû nous vendre plus de produits anglais, tout en diminuant ses achats de produits canadiens. Le Gouvernement, par l'entremise du ministre du Commerce en particulier, s'est efforcé d'aider le Royaume-Uni à résoudre ce problème.

La valeur de nos exportations vers les États-Unis s'élevait, en 1949, à un milliard et demi; c'était une augmentation d'environ un demi-milliard sur ce qu'elle était en 1947, soit la moitié de notre déficit envers les États-Unis cette année-là. D'autre part, nos importations en provenance des États-Unis ont été à peu près les mêmes: 1,974 millions en 1947 et 1,952 millions en 1949, soit un écart d'environ 52 millions. En deux ans, nous